

WEST AFRICA EARLY WARNING & EARLY RESPONSE NETWORK

WARN

Policy Brief

MAY 2020

CÔTE D'IVOIRE



Élection présidentielle de 2020:
Un nouveau tournant à risques
pour la Côte d'Ivoire



**WEST AFRICA NETWORK
FOR PEACEBUILDING**

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Copy Right: WANEP © 2020

Élection présidentielle de 2020: Un nouveau tournant à risques pour la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, à l'instar de cinq (5) autres pays¹ de la sous-région, est animé par des préparatifs de son élection présidentielle prévue pour le mois d'octobre 2020. Mais à l'approche de cette élection présidentielle, la tension ne cesse de monter aussi bien du point de vue politique, au niveau sécuritaire que social. Le climat politique ambiant confirme que l'éternelle question de la réconciliation nationale, qui devait consolider la sortie de crise, continue de planer au-dessus du pays. En outre, les derniers développements dans le domaine politique inquiète plus d'un, quand l'on observe l'intransigeance des potentiels candidats (déclarés ou potentiels) face au camp opposé, à l'orée de la présidentielle. Afin de mieux cerner les menaces qui s'annoncent et agir sur les leviers requis tant au niveau de la diplomatie préventive que de la médiation, l'analyse de la situation sociopolitique ivoirienne requiert une bonne compréhension de l'histoire politique du pays et du contexte qui y prévaut actuellement.

Vers la présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire : Cette histoire politique qui fait la sensibilité du « CONTEXTE » actuel.

Longtemps, depuis les indépendances, la Côte d'Ivoire a été le principal moteur économique de la sous-région. Sa stabilité politique et économique, à la faveur d'un régime sans partage dirigé par le défunt Président Félix

Houphouët Boigny, attirait bon nombre de ressortissants des pays de la zone ouest africaine. Le pays a ainsi bénéficié de ce melting-pot qui a fortement contribué à asseoir son leadership économique dans la sous-région.



Abidjan, principal centre économique de la Côte d'Ivoire²

En 1993, la disparition du père de la nation ivoirienne créera une guerre sans merci entre ses différents dauphins, se considérant chacun comme le remplaçant légitime à la magistrature suprême. Depuis lors, le pays entrera dans un cycle de violences et de changements inattendus à la tête de l'État. Déjà, le 24 décembre 1999, la Côte d'Ivoire fera l'expérience de son 1er coup d'état avec le Général Gueï contre le régime d'Henri Konan Bedié, remplaçant immédiat du défunt président. Les putschistes se sont

¹Burkina Faso, Ghana, République de Guinée, Niger (1er tour).

²<https://food.jumia.ma/blog/2016/12/21/top-05-meilleures-residences-hotelières-dabidjan/>

La Côte d'Ivoire a pour capitale politique et administrative Yamoussoukro bien que la quasi-totalité des institutions se trouvent à Abidjan, son principal centre économique.

West Africa Early Warning & EARLY RESPONSE Network (WARN)

The West Africa Early Warning Network (WARN) is an integral part of the West Africa Preventive Peacebuilding Program co-ordinated by the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). Through its WARN Program, WANEP is setting the stage for a civil society-based early warning and response network in Africa with emphasis on human security.

WARN covers the entire Economic Community of West African States (ECOWAS) region.

Since 2002, WANEP entered into an agreement with ECOWAS through the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in the framework of capacity building in Conflict Prevention. One of the goals of

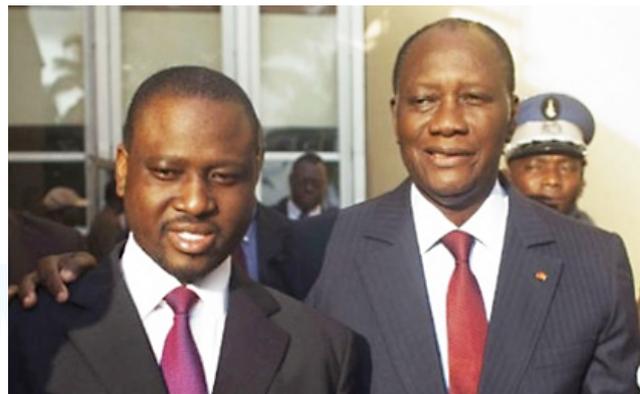
this agreement is to interface WARN with the ECOWAS Early Warning Systems to optimize early warning conflict prevention in West Africa. In view of this development, WANEP has been operating a liaison office located at the ECOWAS Secretariat in Abuja, Nigeria since April 2003.

In recognition of the role and achievements of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) in Conflict Prevention and Peacebuilding in Africa, particularly in West Africa, the Economic and Social Council of the United Nations at its substantive session of 2006 granted WANEP Special Consultative Status to the UN. WANEP is therefore mandated to designate official representatives to the United Nations in New York, Geneva and Vienna to further its advocacy and outreach strategies for peace and human security.

engagés à former un gouvernement de transition qui aura pour mission d'organiser des élections pour rétablir les institutions légales et démocratiques. L'homme de la transition sera lui-même candidat à ces élections. L'annonce donc de la "victoire" de Robert Gueï à cette élection et la dissolution de la Commission Nationale Electorale (CEN) par le ministère de l'Intérieur ont provoqué un soulèvement populaire dans la ville d'Abidjan et ses périphéries qui conduira à l'assassinat du Général. Laurent Gbagbo, opposant politique légendaire au régime Houphouët et candidat à cette élection, se réclame vainqueur de la présidentielle et prend le pouvoir avec l'aide de la rue.

La gestion de cette victoire ne sera pas de tout repos car, une gouvernance bipolaire va s'installer avec le Nord du pays occupé par une rébellion et le Sud par la partie gouvernementale. Laurent Gbagbo gouvernera alors la moitié Sud du pays jusqu'en 2010, où l'élection présidentielle tenue en octobre s'inscrivait dans le prolongement des accords de sortie de crise. Cependant, la contestation des résultats au deuxième tour par le camp Gbagbo a conduit à une crise post-électorale dont le bilan officiel fait état de 3000 morts, l'arrestation de plusieurs personnalités politiques dont l'ex-président Laurent Gbagbo transféré à la Cour Pénale Internationale (CPI) et l'exil de centaines d'Ivoiriens.

Le président Alassane Dramane Ouattara (ADO), soutenu par la rébellion qui gouvernait le Nord du pays avec Guillaume Kigbafori Soro comme leader, sera déclaré vainqueur de cette élection et réussira à boucler deux mandats présidentiels. Avec l'approche de la fin de son mandat, cette année 2020, la question de l'après Ouattara a réveillé les vieux démons de la Côte d'Ivoire. Des coalitions jadis fortes, qui ont permis cette victoire et cette gouvernance apaisée ont volé en éclats. Des alliances se défont et se refont dans la sphère politique. Des adversaires radicaux d'hier, se tendent la main aujourd'hui pour faire front au camp d'en face. De ce fait, si l'élection présidentielle d'octobre 2015 s'est déroulée dans un climat apaisé, il convient de souligner que l'environnement socio-politique actuel suscite des inquiétudes à plusieurs niveaux.



Le président ivoirien Alassane Dramane Ouattara (à droite) et son allié Guillaume Soro (à gauche)³

Le présent document essaiera de faire l'état des lieux de la situation sociopolitique actuelle de la Côte d'Ivoire, notamment la recomposition du paysage politique (I), les réformes institutionnelles opérées (II), pour mettre en exergue les défis liés à ces réformes et leur impact sur la paix et la stabilité de la Côte d'Ivoire (III). Des exercices de prévention et de mitigation des menaces seront élaborés (IV) et des recommandations (V) soutenues par l'analyse des faits actuels contribueront à soutenir les différentes initiatives internes ou externes d'accompagnement de la Côte d'Ivoire dans cet autre tournant crucial de son histoire.

I- État des lieux de la situation politique:

De la recomposition du paysage politique ivoirien

Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2010, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) au sein de la coalition du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et pour la Paix (RHDP) et d'autres partis de l'opposition, avaient accompagné la candidature d'Alassane Dramane Ouattara contre Laurent Gbagbo. En 2015, le PDCI toujours au sein du RHDP a réitéré son soutien à la Candidature d'Alassane Dramane Ouattara à travers "l'appel de Daoukro"⁴. Cependant, dès la fin de 2017, une mésentente⁵ entre les alliés au pouvoir a

³<https://www.jeuneafrique.com/875682/politique/cote-divoire-ouattara-soro-chronique-dun-divorce-annonce/>

⁴Henri Konan BÉDIE a au cours d'une cérémonie à Daoukro le 17 septembre 2014, en tant que Président du Directoire de l'alliance RHDP, appelé à voter pour Alassane OUATTARA lors des élections d'octobre 2015. L'objectif de cet appel, était d'abord, assurer le succès du RHDP aux élections de 2015, ensuite, aboutir à un parti unifié, PDCI-RDR, pour gouverner la Côte d'Ivoire, étant entendu que ces deux partis sauront établir entre eux, l'alternance au pouvoir dès 2020.

⁵Les divergences des partis politiques PDCI et RDR sur l'alternance pour les élections de 2020, va conduire au retrait du PDCI de l'alliance RHDP le 09 Août 2018 à travers un communiqué, publié par le bureau politique et portant la signature de son président, l'ancien chef de l'État, Henri Konan Bédié. Cette situation a conduit le RHDP à organiser, le samedi 26 janvier 2019, le premier congrès du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) en tant que parti politique.

engendré le divorce du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Démocratique Africain (PDCI-RDA) d'avec la coalition RHDP et aussi le départ de Guillaume Kigbafori SORO, alors président de l'Assemblée Nationale qui, parallèlement aux idéaux de la coalition, a commencé à développer sa propre idéologie. Outre ceci, plusieurs événements vont, en effet, concourir à une recomposition du paysage politique ivoirien :



Les ténors de l'ex-coalition RHDP (Henri Konan Bédié à gauche, Guillaume Soro au milieu, Alassane Dramane Ouattara à droite)⁶

Guillaume SORO, l'un des acteurs majeurs dans la prise du pouvoir par le Rassemblement des républicains (RDR) d'Alassane Dramane OUATTARA et ex-Président de l'Assemblée Nationale est aujourd'hui en disgrâce vis à vis de son mentor d'hier. En effet, après son refus de rester au sein de la coalition RHDP, M. SORO a été amené à rendre, le 08 Février 2019, sa démission de la présidence de l'Assemblée Nationale. Il met alors en place un Comité Politique de réflexion dont il assure la présidence avec pour missions de participer au débat démocratique en Côte d'Ivoire. Dans le même temps, des élus, des personnalités

politiques et plusieurs centaines de ses sympathisants se sont réunis, le 16 Février 2019, dans la grande salle de l'Astoria Palace de Yopougon pour entériner « la création à main levée » du Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (RACI) en tant que parti politique. Le divorce est désormais consommé d'avec les alliés d'hier. Ce retrait est aussi lié à la velléité de candidature de Guillaume SORO pour l'élection présidentielle de 2020. Déjà, on peut déduire qu'il recherche pour cela des alliés à travers sa visite, le 24 novembre 2019, à Blé Goudé⁷ en liberté provisoire⁸ à la Haye.

Quant au principal parti d'opposition, le Front Populaire Ivoirien (FPI), il est secoué par une crise interne depuis 2014 avec d'un côté, le camp du président légal du parti Affi N'Guessan et de l'autre, la dissidence qui a porté Laurent Gbagbo à sa tête. Lors des élections d'octobre 2015, le FPI du camp Affi s'est présenté à l'élection présidentielle. Quant à l'autre camp dirigé par feu Aboudramane SANGARE, il décriait l'environnement socio-politique qui ne favorisait pas la tenue d'une élection crédible. Sept ans après son transfèrement à La Haye, l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo a été acquitté le 15 janvier 2019 par la Cour Pénale Internationale (CPI) ainsi que son ancien ministre de la jeunesse, Charles Blé Goudé. Un acquittement qui vient rebattre les cartes en vue de la présidentielle de 2020 car, du côté du PDCI-RDA, on se cherche aussi des alliés. C'est justement ce qui a valu le rapprochement entre Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo toujours en liberté sous conditions⁹ à Bruxelles. Aussi, la branche FPI d'Affi N'Guessan a-t-elle aussi rendu visite à son ex-mentor Laurent Gbagbo.

En somme, les enjeux de l'élection présidentielle de 2020 ont suscité une véritable recomposition voire des attelages contre-nature de l'échiquier politique en Côte d'Ivoire. Pour ne citer que les plus emblématiques, nous avons :

⁶ <http://abidjantv.net/actualites/cote-divoire-secret-detat-comment-le-divorce-entre-ado-et-soro-a-ete-consomme-voici-le-recit/>

⁷ Charles Blé Goudé : ancien camarade de lutte étudiante de Guillaume Soro dans la FESCI ; membre du FPI ; ancien leader de la galaxie/jeunesse ivoirienne patriotique ; ministre de la jeunesse du dernier gouvernement de Laurent Gbagbo.

FESCI : Fédération étudiante et scolaire de la Côte-D'Ivoire

⁸ Le 15 janvier 2019, l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ont été acquittés par la Cour Pénale Internationale (CPI) de crimes contre l'humanité commis lors des violences postélectorales de 2010-2011. Cette une liberté provisoire avec des mesures d'assignation en résidence.

⁹ Le 15 janvier 2019, l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ont été acquittés par la Cour Pénale Internationale (CPI) de crimes contre l'humanité commis lors des violences postélectorales de 2010-2011. Cette une liberté provisoire avec des mesures d'assignation en résidence.

- *Le PDCI-RDA avec la plateforme Coalition pour la Démocratie, la Réconciliation et la Paix en abrégé (CDRP), dirigé par Henri Konan Bédié;*
- *Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et pour la Paix (RHDP), qui soutient le président sortant Alassane Dramane Ouattara et son dauphin Amadou Gon Coulibaly¹⁰;*
- *La plateforme Générations et Peuples Solidaires (GPS) de Guillaume Kigbafori Soro qui se rapproche de Laurent Gbagbo et donc d'une faction du FPI;*
- *Le Front Populaire Ivoirien d'Affi N'Guessan qui semble se rapprocher de Laurent Gbagbo, mentor de l'autre faction FPI*
- *La plateforme Ensemble Solidarité et Démocratie (ESD) avec cette autre faction du FPI précédemment dirigé par feu Aboudramane Sangaré, proche de Laurent Gbagbo.*

C'est dans ce contexte de recomposition que de nombreuses réformes ont été initiées avec des impacts certains sur les préparatifs de la présidentielle de 2020.



Pascal Affi N'Guessan et l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, qui se disputent la direction du Front populaire ivoirien (FPI, opposition), se sont rencontrés à Bruxelles les vendredi 3 et samedi 4 janvier 2020¹¹

II- Des suspicions, critiques et absences de consensus autour de réformes qui impactent la présidentielle de 2020

En Côte d'Ivoire, l'un des défis du processus électoral se poserait au niveau de la crédibilité des institutions, parties

prenantes dudit processus. En effet, depuis 2000, les élections ont toujours été sujets à contestations. Parmi les causes de ces contestations figure la question de la neutralité des institutions en charge des élections, notamment, la Commission Nationale Electorale (CNE) en 2000, la Commission Electorale Indépendante (CEI) en 2010 et 2015 et le Conseil Constitutionnel, qui ne serait pas garantie. En effet, ces institutions n'ont jamais fait l'unanimité au sein des acteurs politiques et même au sein des Organisations de la Société Civile. En 2015, le débat¹² sur la composition de la Commission Electorale Indépendante (CEI), a conduit la société civile (en occurrence Action pour la Promotion des Droits de l'Homme -APDH) à saisir la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). Celle-ci, dans son arrêt du 18 novembre 2016, a ordonné à l'Etat de Côte d'Ivoire de modifier la loi N° 2014-335 du 18 juin 2014 relative à la CEI pour la rendre conforme aux normes juridiques et démocratiques car sa composition était déséquilibrée. Ainsi, lors de son adresse à la Nation du 31 décembre 2018, le Président de la République a invité le 1er ministre à entamer le dialogue politique avec les partis politiques et les organisations de la société civile pour la réforme de la Commission Electorale Indépendante. Après plusieurs discussions entre la société civile, l'opposition et le parti au pouvoir, un projet de loi portant recomposition de la CEI fut adopté le 03 Juillet 2019 en Conseil des ministres. Cependant, notons que, certains partis¹³ politiques de l'opposition se sont retirés des discussions. La cause du retrait de ces partis serait l'organisation "biaisée" de ce dialogue politique qui selon eux, ne respectait pas l'arrêt de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. En définitive, l'adoption de cette réforme par l'Assemblée Nationale puis par le Sénat et la mise en place de la nouvelle Commission centrale et locale de la CEI sont contestées par les partis de l'opposition. Aussi, malgré la forte représentativité des Organisations de la Société Civile (OSC) au niveau de la CEI, certaines organisations appellent-elles à une nouvelle discussion sur la réforme de la CEI afin de la rendre plus "inclusive" selon leur perception.

¹⁰Le Premier ministre ivoirien Amadou Gon Coulibaly a été victime d'un malaise cardiaque le samedi 02 mai 2020 et évacué en France. Hamed Bakayoko (ministre d'État et ministre de la Défense) a donc été désigné par Alassane Ouattara pour assurer l'intérim du Premier ministre et candidat du RHDP.

<https://www.lsi-africa.com/fr/actualite-africaine/amadou-gon-coulibaly-evacu-malaise-cardiaque-cote-d-ivoire.html>

¹¹<https://www.voaafric.com/a/cote-d-ivoire-rencontre-affi-n-guessan---gbagbo-a-bruxelles/5234995.html>

¹²De la composition de la CEI en 2015 en effet, il ressort que les partis et groupements politiques au pouvoir et les Partis et les groupements politiques de l'opposition sont chacun représentés par quatre (4) membres. Cependant dans les faits il s'avère que le pouvoir en place est, en plus, représenté par quatre (4) autres membres, à savoir un représentant du Président de la République, un représentant du Président de l'Assemblée Nationale, un représentant du Ministre chargé de l'Administration du Territoire et un représentant du Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Ce qui faisait 8 (huit) représentants pour les partis et groupements politiques au pouvoir et 4 pour les partis de l'opposition.

¹³Il s'agit du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), du parti, Ensemble pour la Démocratie et la Solidarité (EDS), le Rassemblement pour la Côte d'Ivoire (RACI) et Liberté et Démocratie pour la République, parti politique de l'opposition (LIDER)

Au niveau du code électoral, le 1er ministre a entamé, depuis le 08 janvier 2020, des discussions avec les partis politiques et les organisations de la société civile. Elles se poursuivent pour rendre le code électoral conforme à la Constitution de 2016¹⁴.



Côte d'Ivoire: des pourparlers pour la réforme de la CEI¹⁵

Lors d'un discours officiel le 05 mars 2020 à Yamoussoukro, le président Alassane Dramane Ouattara a annoncé s'abstenir de se présenter à la présidentielle de 2020. Il faut déjà saluer cette décision qui a calmé les clameurs qui montaient contre son potentiel 3e mandat que la constitution ne permettait. En outre, cette décision pourrait être un bon exemple pour d'autres potentiel(le)s candidat(e)s qui, jouissant d'un passif politique assez conséquent, perdront de leurs arguments pour s'immiscer dans cette joute présidentielle. Conformément à certaines "conditions" qu'il a édictées lors de ce même discours, Le Président de la République a très rapidement entrepris des réformes¹⁶ dans la constitution pour, dit-il, garantir des « conditions d'élections transparentes, démocratiques » etc. Le 17 mars 2020, en dépit des réserves soulevées par l'opposition parlementaire, la révision constitutionnelle a été adoptée par 246 voix contre 2, les deux chambres ayant été réunies en Congrès. Toutefois, si cette modification de la constitution contribue à exclure de potentielles candidatures à la présidentielle de 2020, elle va contribuer à une impasse dans la situation politique actuelle.

Au-delà de ces réformes qui ne rencontrent pas un consensus et qui exacerbent le climat déjà suspicieux, la situation sécuritaire du pays reste aussi préoccupante.

III- Ces indicateurs qui problématisent la paix et la stabilité de la Côte d'Ivoire

a) Des dérives verbales et discours politiques dangereux

Le mercredi 05 Juin 2019, face à des représentants du PDCI-RDA venus de Koumassi, Henri Konan Bédié a dénoncé le phénomène de l'orpaillage, la "présence d'étrangers"¹⁷ en Côte d'Ivoire et une fraude organisée à l'identité Ivoirienne pointant en particulier la commune d'Abobo dans le nord d'Abidjan. Il a conclu, à cet effet, disant que « *si c'est pour venir fausser les élections de 2020, nous voulons le savoir* ».

Le Gouvernement et plusieurs Organisations de la Société Civile (OSC) ont dénoncé ces propos qu'ils jugent de « graves » parce qu'ils pourraient mettre à mal l'unité nationale. Ailleurs, dans une vidéo publiée sur internet, la députée RDR de Tengrela, (situé à l'extrême nord du pays), lançait le samedi 02 Février 2018, des injures à l'endroit de la présidente de l'Union des Femmes du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (UFPDCI). La nature des injures proférées a créé l'émoi dans tout le pays. D'autres discours graves d'hommes politiques ivoiriens ont également été rapportés, comme : « *Allez leur dire que 2020, c'est déjà calé, c'est déjà bouclé. Ils n'ont qu'à passer après. Peut-être dans vingt-cinq ans*¹⁸ », prononcé par Hamed Bakayoko, le ministre d'État et ministre de la Défense d'Alassane Dramane Ouattara.

Ces propos inquiètent vu leurs similitudes avec le "on gagne ou on gagne" de l'ex-président Laurent Gbagbo qui avait contribué à cristalliser les tensions.

¹⁴Après le referendum de 2016, sur l'ensemble des 194 articles que compose le code électoral en vigueur, plus de 50 articles ont subi des modifications aussi bien dans la forme que dans le fond. Ainsi, la réforme du code électoral permettra d'ajouter de nouvelles mentions ou (et) d'annuler des mentions dans certains articles en vue d'en clarifier le sens et éviter toute interprétation polémique. Mais notons que suite à la promulgation de la nouvelle Constitution de 2020 le 19 mars 2020, le Président de la République a, au terme du Conseil des ministres du mercredi 08 avril 2020, signé une ordonnance portant révision du code électoral.

¹⁵<https://www.africardv.com/frontpage/cote-divoire-des-pourparlers-pour-la-reforme-de-la-cei/>

¹⁶Suite à la réforme de la constitution de 2016, les articles 56, 57, 59, 62, 74, 78, 79, 90, 94, 101, 109, 134, 137, 143, 144, 146, 160, 177, 182 ont été modifiés

¹⁷Pour lui, « on fait venir des étrangers armés qui sont stationnés dans beaucoup de villages »

¹⁸<https://www.yecllo.com/tchoco-tchoco-on-prend-cn-2020-apres-hambak-gon-confirme-le-plan-commun-du-rhdp/>



Hamed Bakayoko (en avant plan) a été désigné pour assurer l'intérim du Premier ministre [Amadou Gon Coulibaly](#) (en arrière-plan), évacué en France pour raison de santé.¹⁹

b) La cohésion sociale mise à mal : Le spectre d'une chasse aux sorcières

A la suite de son retrait de la Présidence de l'Assemblée Nationale, Guillaume SORO, n'étant plus allié du pouvoir, s'est vu retirer plusieurs privilèges dont sa candidature à la tête de l'Assemblée Parlementaire Francophone (APF) où il était pressenti pour être le nouveau Président étant vice-président sortant de l'APF. Le 23 décembre 2019, son avion n'a pas pu atterrir à l'aéroport Felix Houphouët Boigny lors d'un retour au pays après cinq (5) mois en Europe. Cet incident a occasionné des échauffourées au cours de cette journée entre ses partisans et les Forces de Défense et de Sécurité. Le bilan fait état de l'arrestation de quinze (15) partisans de Guillaume SORO dont cinq (5) députés. Un mandat d'arrêt a été émis contre lui et pour

finir sa condamnation à vingt ans de prison²⁰ par la justice ivoirienne le 28 avril 2020²¹. Peu de temps avant cette sentence, les lignes avaient commencé par bouger pour permettre à Guillaume Soro de retrouver ses droits de citoyen ivoirien car, en effet, à la date du mercredi 22 avril 2020, la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), saisi par les avocats de Guillaume Soro a ordonné la suspension du mandat²² d'arrêt délivré contre Guillaume Soro par les autorités ivoiriennes. La juridiction continentale a aussi ordonné la libération des députés arrêtés dans le cadre du dossier « Soro ». Selon toute vraisemblance, Guillaume Soro fera face à un marathon judiciaire, car une plainte a été déposée le 07 mai 2020 contre lui en France, dans le dossier de l'assassinat d'Ibrahim Coulibaly, dit IB, son ex allié, par la fille du défunt.²³

Quant au président Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, des dossiers pendants les concernent toujours au niveau de la justice ivoirienne après qu'ils aient déjà été jugés et condamnés par contumace. En effet, ils seraient poursuivis pour d'autres²⁴ "délits"²⁵ non pas encore jugés.

Par ailleurs, la disparition brutale de plusieurs leaders politiques fait couler beaucoup d'encre principalement sur les conditions de leur décès. Les suspicions évoquent feu Aboudramane Sangaré du FPI, un acteur loyal à Laurent Gbagbo décédé le 03 novembre 2018 à Abidjan; feu Colonel Ouattara Issiaka alias Watao, le numéro 2 de l'ex-rébellion ivoirienne décédé le 05 janvier 2020 aux USA où il était en soins; feu Marcel Gossio, membre du parti FPI loyal à Pascal Affi N'Guessan et précédemment Directeur du port d'autonomie d'Abidjan décédé le 21 octobre 2018 à Abidjan d'un arrêt cardiaque...

¹⁹ <https://cdn.afrique-sur7.fr/768x512/articles/2019/11/Amadou%20gon%20Coulibaly%20et%20Hamed%20Bakayoko%20Hamback.jpg>

²⁰ Le 24 décembre 2019, un mandat d'arrêt international a été lancé contre l'ex-président de l'Assemblée Nationale pour tentative d'atteinte à l'autorité de l'État et à l'intégrité du territoire national et est poursuivi également détournement de deniers publics, recel et blanchiment de capitaux portant sur la somme de 1,5 milliard de francs CFA. Avec l'arrestation de quinze de ses partisans dont des députés. Dans l'attente de son arrestation et du procès de ses partisans, le 22 avril 2020, la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), a dans une décision de justice demandé à l'Etat de Côte d'Ivoire de surseoir à l'exécution du mandat d'arrêt contre SORO Guillaume et également de surseoir à l'exécution des mandats de dépôts contre ses partisans. Mais contre toute attente, le 28 avril 2020, Soro Guillaume a été condamné en absence de ses avocats par le tribunal d'Abidjan, à 20 ans d'emprisonnement ferme ; la confiscation de l'ensemble immobilier et d'une amande de 4,5 milliards à titre de dommages et intérêt à l'Etat de Côte d'Ivoire. Dans la même veine, l'Etat de Côte d'Ivoire a décidé, le 28 avril 2020, de retirer la déclaration de compétence prévue au protocole relatif à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuple, qu'il a émise le 19 juin 2013, en application de l'article 34 alinéa 6 dudit protocole.

²¹ Côte d'Ivoire : Guillaume Soro condamné à 20 ans de prison comme Blé Goudé et Laurent Gbagbo <http://www.linodrome.com/vie-politique/57120-cote-d-ivoire-guillaume-soro-condamne-a-20-ans-de-prison-comme-ble-goude-et-laurent-gbagbo> (Consulté le 28 avril 2020)

²² Les motifs du mandat d'arrêt lancé contre Guillaume Soro se résument en : Troubles à l'ordre public ; tentatives de déstabilisation de l'État, suite à la "découverte d'armes" en des lieux appartenant à l'ex-président de l'assemblée nationale ivoirienne ; des écoutes téléphoniques l'incriminant...

²³ Guillaume Soro visé par une plainte en France, pour « assassinat » et « crimes de guerre » <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200508-cote-ivoire-france-plainte-contre-soro-paris-assassinat-torture>

²⁴ Sinon, le principe du Droit International "Non bis in idem" stipule que « Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure de chaque pays » <https://books.openedition.org/iheid/4004?lang=fr>

²⁵ Depuis Août 2011, l'Ex-Président Laurent Gbagbo est poursuivi par la justice ivoirienne pour crimes économiques, notamment vol aggravé, atteinte à l'économie nationale, détournement de deniers publics, pillage.

c) **La déliquescence de la situation sécuritaire dans un contexte sensible**

À l'approche de l'élection présidentielle de 2020, l'on constate une augmentation du nombre d'incidents sécuritaires. En effet, les conflits communautaires, la montée du banditisme (phénomène des braquages à moto, vols, prolifération des armes légères, circulation de la drogue...) sont légions dans le pays. Une recrudescence d'enlèvements d'enfants, de viols et meurtres de ces derniers à des fins mystérieuses sont constatés²⁶. Les forces de l'ordre sur qui les citoyens devraient compter pour leur protection, sont elles-mêmes attaquées dans leurs commissariats et postes de police à l'entrée des villes. Aussi, des rumeurs circulent-elles sur des désertions survenues dans l'armée²⁷.

En observant de près, toutes les régions du pays sont de plus en plus enclines à des affrontements entre communautés. Généralement, ces conflits sont liés à la question foncière exacerbée par la faiblesse de la cohésion sociale. L'un des conflits communautaires qui a suscité le désarroi et la tristesse dans le pays reste celui de Béoumi survenu du mercredi 15 au jeudi 16 Mai 2019. Parti d'une altercation entre deux groupes de conducteurs de mototaxis, cette violence s'est muée en affrontements intercommunautaires causant d'importants dégâts matériels. Selon le préfet du département de Béoumi, ces affrontements ont fait 14 morts, 108 blessés et 300 déplacés²⁸. Les violences liées à l'orpillage clandestin ne sont pas en reste et la présence d'orpailleurs suscitent des soupçons²⁹ quant à l'introduction de mercenaires sur le territoire ivoirien.

d) **Des conséquences des crises politiques: Une perte de statut de leader économique de la sous-région suite aux différentes crises**

Les conséquences économiques des crises successives sont ressenties depuis la disparition du président Félix Houphouët Boigny. Avant 2002, la Côte d'Ivoire

représentait, à elle seule, 40% de la production économique de l'Union Monétaire et Économique de l'Afrique de l'Ouest (UMEOA), le groupe des huit pays d'Afrique francophones ayant pour monnaie commune le franc CFA. Avec ses vastes plantations de cacao et café, la Côte d'Ivoire était autrefois l'eldorado pour de nombreux ressortissants ouest-africains et pour les expatriés européens. Les conflits en Côte d'Ivoire ont entraîné un ralentissement progressif du commerce transfrontalier et provoqué l'exode de milliers de personnes vers les pays voisins.

En effet, des pays limitrophes enclavés comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont tenté, avec plus ou moins de succès, de diriger leurs exportations et importations de produits vers d'autres ports de la côte ouest-africaine, ce qui constitue un sérieux manque à gagner pour les ports de la Côte d'Ivoire³⁰. Dans un rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de la Côte d'Ivoire, de 16 millions d'hectares de forêt dans les années 60, le pays se retrouve aujourd'hui avec moins de 2,5 millions d'hectares, soit seulement 11% de forêt. Notons aussi que de nombreux déguerpissements des populations, les grèves, les marches et oppositions dans le milieu professionnel, la pauvreté et le chômage ont impacté l'économie mettant en mal la cohésion sociale et le vivre ensemble.

e) **Des défis liés à la présidentielle d'octobre 2020: L'inclusivité électorale pour éviter à la Côte d'Ivoire une nouvelle crise**

L'élection présidentielle de 2020, rencontrera plusieurs défis. En ce qui concerne le défi sécuritaire, il faut dire que l'armée ivoirienne aujourd'hui n'est toujours pas unifiée. Le gouvernement, en effet, n'est pas parvenu à réformer l'armée où se mêlent toujours plusieurs chaînes de commandement³¹. D'anciens responsables de la rébellion des Forces Nouvelles (FN) y conservaient jusqu'à récemment une place prépondérante tandis que les anciens officiers pro-Gbagbo seraient marginalisés. Par ailleurs certains éléments des Forces Républicaines de

²⁶ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/meurtres-denfants-en-c%C3%B4te-d-ivoire-pour-la-population-trop-cest-trop-/1084181>

²⁷ Côte d'Ivoire : De quoi souffre l'armée ivoirienne <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cote-d-ivoire-de-quoi-souffre-l-armee-ivoirienne-/1035513>

²⁸ Discours de Henri Konan Bédié le mercredi 05 Juin 2019 face à des représentants PDCI RDA venus de Koumassi

²⁹ L'impact de la crise sur la croissance économique (2012) <https://www.institut-numerique.org/3121-limpact-de-la-crise-sur-la-croissance-economique-5061bdecc97e2>
Côte d'Ivoire : après la crise politique, la crise économique <http://www.rfi.fr/afrique/20110211-cote-ivoire-apres-crise-politique-crise-economique>

³¹ <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/c%C3%B4te-d-ivoire-de-quoi-souffre-l-arm%C3%A9e-ivoirienne-/1035513>

Côte d'Ivoire (FRCI) seraient toujours liés à d'anciens chefs de guerre et impliqués dans des actes de prédation. L'opération "Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR)" supportée par les Nations Unies a officiellement pris fin à l'été 2015 mais ses résultats mitigés restent sources d'inquiétudes. La déception de certains ex-combattants de ne pas avoir été intégrés à l'armée reste perceptible. Tout porte à croire qu'un grand nombre d'armes continuent à circuler dans le pays et que des stocks importants de matériel militaire « échappent au contrôle des pouvoirs publics ». Une situation qui pourrait exploser en cas de sentiment d'exclusion de candidats potentiels et majeurs de la course à la présidentielle en octobre 2020.

Un autre défi reste, selon plusieurs observateurs, le financement de l'élection et des nombreuses réformes qui y concourent.



Abidjan le 09 janvier 2020. La nécessité de continuer le dialogue jusqu'à trouver un consensus pour une sortie de crise apaisée³².



La société civile ivoirienne multiplie également le plaidoyer envers les acteurs politiques³³

IV) LES SCENARIOS

a) Le scénario moyen (probable)

Des élections non-inclusives et combattues

Les résultats des réformes opérées et les condamnations prononcées par la justice ivoirienne contre d'une part, Guillaume Soro et ses alliés et d'autre part, Laurent Gbagbo et ses alliés empêchent de potentiels candidats majeurs de prendre part à l'élection présidentielle d'octobre 2020. L'exécutif et les institutions en charge du processus tentent, malgré les résistances et menaces, un passage en force pour organiser le scrutin qui est boycotté par une majorité de la population soutenant des candidats empêchés. Des violences sont enregistrées lors des campagnes et le jour du scrutin avec un taux de participation faible. Des résistances s'organisent davantage dans les fiefs des candidats en lice ou empêchés. L'élection elle-même ou ses résultats sont rejetés et la Côte d'Ivoire se retrouve à nouveau dans l'impasse. La rue et certains ex-combattants s'en mêlent avec beaucoup de violences et de victimes. On assiste à une répétition de l'histoire et le recommencement d'un cycle de médiations pour aider le pays à ne pas sombrer dans une guerre civile et à sortir de la crise.

b) Le meilleur des scénarios (probable)

Avec une large implication, une élection inclusive tenue

En réponse au contexte préélectoral très tendu, tout un branle-bas diplomatique s'est actionné pour rencontrer toutes les parties prenantes aux élections et soutenir des dialogues inclusifs sur tous les aspects clés du processus. Des organisations régionales, continentales et internationales s'engagent à travailler au renforcement des capacités des organes de gestion des élections (OGE) et faciliter³⁴ des efforts de dialogues inclusifs pour des solutions politiques aux divergences. En particulier, la CEDEAO et l'Union Africaine multiplient les initiatives avec les partis politiques et acteurs clés au travers des cadres de dialogue à différents niveaux (entre partis politiques, entre

³²<https://news.abidjan.net/p/637620.html>

³³https://www.google.com/search?q=photos+dialogue+pour+c%C3%B4te+d%27Ivoire&client=safari&rls=en&csxsrfr=ALeKk03nopxzicafgWXMB9UQH4PIQdqREw:1589127147659&tbm=isch&source=iu&ictx=1&fir=NN_g3yVR0ZEhwM%253A%252Cz96QT4b3F5jNTM%252C_&vet=1&usg=A14_-kR72YuzruyGZ_kq-ZoGoUAFZ6mN_g&sa=X&ved=2ahUKEwiO-43516npAhXSUXEKHULnB8kQ9QEwAHoECAUQQQ#imgrc=nEIsQRkksycbAM

³⁴Côte d'Ivoire : Réunion d'urgence ce 6 mai à l'Élysée pour évaluer la situation en Côte d'Ivoire <https://www.ivoirebusiness.net/articles/cote-divoire-reunion-durgence-ce-6-mai-lelysee-pour-evaluer-la-situation-en-cote-divoire>

les autorités ivoiriennes et les partis politiques) et cela contribue à un apaisement du climat.

A la suite des évolutions positives intervenues dans les affaires devant la justice, tous les candidats potentiels sont autorisés à déposer leur candidature pour la présidentielle d'octobre 2020. Malgré quelques griefs résiduels et les incidences diverses sur le calendrier électoral qui aura subi du retard dû aussi à la pandémie du COVID-19, le niveau de consensus atteint permet la tenue d'une élection inclusive. Une nouvelle alternance est entamée en Côte d'Ivoire.

c) **Le Pire Scénario (Peu Probable)**

Une nouvelle transition face au chaos du processus

Les résultats des réformes opérées et les condamnations prononcées par la justice ivoirienne contre d'une part, Guillaume Soro et ses alliés et d'autre part, Laurent Gbagbo et ses alliés empêchent de potentiels candidats majeurs de prendre part à l'élection présidentielle d'octobre 2020. L'exécutif et les institutions en charge du processus tentent, malgré les résistances et menaces, un passage en force pour organiser le scrutin. La tension monte, les violences s'enclenchent et la communauté régionale, continentale et internationale entament des interventions pour une sortie de crises.

Malgré la médiation de la CEDEAO et de l'Union Africaine, les autorités ivoiriennes ne facilitent pas les solutions politiques pouvant permettre une élection inclusive avec la participation de tous les potentiels candidats. Sans grande surprise, certains parmi ces potentiels candidats contribuent à attiser les contestations par la rue, les armes et la violence. Une situation qui empêche la poursuite normale des préparatifs pour une élection à bonne date. La situation de chaos qui s'en résulte se prolonge jusqu'au terme du mandat actuel du Président de la République. En vertu de l'article 59³⁵ de la nouvelle constitution³⁶, l'actuel président reste au pouvoir pour le temps que durera le chaos ou que prendront les contestataires pour l'évincer. La Côte d'Ivoire, une fois de plus, a mal négocié un autre tournant combien décisif pour la stabilité du pays et de la sous-région.

V) RECOMMANDATIONS

Au gouvernement :

- Privilégier des solutions politiques par un dialogue franc et sincère avec les acteurs politiques (de la mouvance et de l'opposition), les acteurs de la société civile et syndicaux pour une élection inclusive, gage d'une meilleure sortie de crise ;

Aux acteurs politiques :

- Prioriser le dialogue et la négociation jusqu'au consensus pour éviter une répétition de l'histoire ;
- Sensibiliser et maintenir les militants et sympathisants en faveur de la non-violence et de la cohésion sociale ;

Au Ministère de la justice:

- Garantir la justice, le respect des droits et libertés fondamentaux à tous les citoyens nonobstant leurs divergences politiques, d'idée et d'opinion ;

A la Commission Electorale Indépendante (CEI):

- Assurer une actualisation transparente et professionnelle du fichier électoral conformément aux textes et règlements en vigueur ;
- Conduire le processus de la présidentielle de 2020 de façon ouverte et professionnelle sur la base d'un calendrier électoral consensuel et accessible ;
- Prendre conscience des enjeux de la présidentielle et garantir des résultats justes, transparents et conformes à la vérité des urnes ;

Aux Forces de Défenses et de Sécurité (FDS):

- Rester une force républicaine par la garantie de la neutralité et le traitement sans parti pris de tous les acteurs et militants politiques ;
- Assurer une meilleure sécurisation du territoire pour limiter la survenance ou l'escalade d'incidents politiquement sensibles et manipulables en périodes électorales ;

³⁵ "Les pouvoirs du Président de la République en exercice expirent à la date de prise de fonction du président de la République élu"

³⁶ Loi constitutionnelle n°2020-348 du 19 mars 2020 modifiant la loi n°2016-886 du 8 novembre 2016 portant constitution de la République de Côte d'Ivoire.

Aux acteurs de la Société Civile :

- Sensibiliser les leaders et militants politiques, les populations et les médias sur la nécessité du dialogue pour une élection pacifique en 2020;
- Renforcer le plaidoyer à l'endroit des autorités pour une présidentielle inclusive et le respect des principes démocratiques;
- Organiser des actions de renforcement de la cohésion sociale sur le terrain avec l'implication des leaders d'opinion, des chefs traditionnels et leaders religieux;
- Renforcer la sensibilisation des jeunes aux valeurs citoyennes et démocratiques dans le respect des Droits Humains et des institutions de la République;
- Continuer à jouer pleinement leur rôle de veille, d'alerte et proposition de réponses de manière objective ;

A la CEDEAO et l'Union Africaine

- Assurer, malgré les nombreuses élections présidentielles à couvrir en 2020, le suivi et l'accompagnement requis par la situation en Côte d'Ivoire dans l'objectif d'éviter le scénario des violences électorales inouïes de 2010-2011 ;

CONCLUSION

Il est évident que la Côte d'Ivoire a un rendez-vous décisif avec l'histoire. L'élection présidentielle de 2020 comporte d'énormes défis et enjeux sociaux, politiques et économiques. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour lui éviter de retomber dans une guerre civile comme celle qu'elle a connue en 2010-2011.

Les conséquences d'une autre crise en Côte d'Ivoire sonneront, sans doute, le glas pour la sous-région déjà en proie à la violence extrémiste. Dans ce cadre, Il faudra trouver, par le dialogue, des voies de sortie de crise afin de consolider la paix dans ce pays car, « *Dans la recherche de la paix, de la vraie paix, de la paix juste et durable, on ne doit pas hésiter un seul instant, à recourir, avec obstination au dialogue*³⁷ ».

³⁷ Félix Houphouët-Boigny (1905-1993), Premier président de Côte d'Ivoire (1960-1993).
https://www.rti.ci/actualite_article.php?categorie=societe&id=4499&titre=houphouet-homme-de-foi-un-personnage-exceptionnel&page=174

CÔTE D'IVOIRE

Élection présidentielle de 2020:
Un nouveau tournant à risques
pour la Côte d'Ivoire

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)

Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra

P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana

Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224

Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org